

Mais avant de nous prononcer sur l'utilité d'un tel exercice, nous devons en savoir davantage sur les objectifs qu'il visera. La convocation d'une conférence ne saurait en rien remplacer le respect des obligations actuelles. Au contraire. Une conférence sur les droits de l'homme à Moscou n'aura de crédibilité - et c'est là une condition préalable - que si les Soviétiques prennent des mesures concrètes et importantes relativement à leurs obligations actuelles. En tant qu'organisateur de la dernière Conférence de la CSCE sur les droits de l'homme, le Canada insisterait pour que les journalistes, les pétitionnaires et d'autres groupes d'intérêt aient à la conférence de Moscou les mêmes droits que ceux dont ils jouissaient à Ottawa. Nous demanderions également d'autres garanties avant d'accepter la dernière proposition de M. Chevardnadze. Mais par-dessus tout, nous devons nous assurer que cette conférence ne détournera pas l'attention de cet aspect de l'Acte final d'Helsinki que l'on examine actuellement à Vienne.

Ce changement d'attitude de l'Union soviétique repose en partie sur une utilisation plus sophistiquée des relations publiques afin de donner l'illusion du progrès là où il n'y en a pas. Personne ne niera que plusieurs contestataires célèbres et de longue date ont été relâchés cette année. J'ai eu l'honneur de rencontrer Anatoly Shcharansky en Israël au mois d'avril. Cette semaine même, nous nous sommes réjouis avec sa famille de la naissance de leur premier enfant en terre de liberté. Nous avons assisté à la libération du Dr. Yuri Orlov, de David Goldfarb et de Benjamin Bogomolny. Après d'intenses pressions, Inessa Fleurova a enfin obtenu l'autorisation d'être accompagnée de son mari lorsqu'elle s'est rendue en Israël pour donner de la moëlle osseuse à son frère qui se meurt d'un cancer. Nous nous sommes réjouis de ces événements et avons encouragé les autorités soviétiques à poursuivre dans cette voie. Mais s'agit-il là vraiment de progrès? Qu'en est-il de l'intensification des mesures de répression pour ceux qui restent? Qu'en est-il d'Ida Nudel, de Vladimir Slepak ou des autres à qui on refuse toujours la permission de quitter le pays?

À mon avis, cette dichotomie nous enseigne que rien n'a réellement changé en Union soviétique, sauf lorsque le non-respect de ses obligations internationales nuit à ses intérêts de politique étrangère. L'Union soviétique doit comprendre que la libération de quelques dissidents bien connus n'amènera pas l'Ouest à réduire ses pressions en vue de provoquer des changements beaucoup plus fondamentaux dans les pratiques et politiques de ce pays.

En fait, nous disposons peut-être là d'une occasion unique de vraiment mesurer la différence entre le régime Gorbatchev et ceux qui l'ont précédé. Si les nouveaux dirigeants soviétiques comprennent vraiment